

La politique industrielle algérienne post-indépendante de 1962 à nos jours : Bilan critique

ARAB Khaled, Pr. FARADJI Mohamed Akli

Université de Bejaia

-Résumé : Loin de viser la pertinence ou non de la politique industrielle dans l'économie nationale, le diagnostic des politiques industrielles nous semble déterminant pour mieux assimiler la situation actuelle du secteur et son rôle dans l'économie du pays. Cet article se veut donc une rétrospective historique et critique de l'expérience industrielle algérienne, et de ce fait, il sera subdivisé en deux parties : il s'agit d'une part de rendre compte de l'effort d'industrialisation de l'économie nationale via le modèle des industries industrialisantes et de l'autre, de présenter le contre choc pétrolier de 1986 à travers l'arrêt des investissements étatiques et sa principale conséquence induite la désindustrialisation de l'économie nationale enclenchée .

Mots Clés : Industries industrialisantes, industrialisation/désindustrialisation, la double dépendance (rente/importations), économie rentière et économie productive.

ملخص : بعيداً عن استهداف مدى نجاح أو عدم نجاح السياسة الصناعية في الاقتصاد الوطني ، يبدو أن تشخيص السياسات الصناعية يجعلنا نستوعب بشكل أفضل الوضع الحالي للقطاع ودوره في اقتصاد البلد. وبالتالي هذا المقال تأريخ تاريخي ونقدي للخبرة الصناعية الجزائرية ، وعلى هذا النحو سيتم تقسيمها إلى قسمين: من ناحية ، لتقديم تقرير عن جهود التصنيع في الاقتصاد. على الصعيد الوطني من خلال نموذج ا الصناعات المصنعة ، ومن ناحية أخرى ، فإن الصدمة النفطية عام 1986 ضد وقف استثمارات الدولة وعواقبها الرئيسية أدت إلى إبطاء التصنيع في الاقتصاد الوطني.

الكلمات المفتاحية: الصناعات المصنعة، التصنيع/لا تصنيع، التبعية المزدوجة (المحروقات/الاستيراد)، اقتصاد المحروقات و اقتصاد الانتاجي

-Abstract: Far from targeting the relevance or not of the industrial policy in the national economy, the diagnosis of the industrial policies seems to us crucial to better assimilate the current situation of the sector and its role in the economy of the country. In this regard, North (2005) wrote, "We must enter history at a time of its unfolding, thus breaking its essential continuity. (...). Since history is about how yesterday's choices affect today's decisions, choosing a starting point is not just arbitrary, it is violence to the indispensable continuity of history. «This article is therefore a historical and critical retrospective of Algerian industrial experience. Our article, will be subdivided into two parts: on the one hand, we shall to give an account of the industrialization effort of the national economy through the model of industrializing industries, and on the other hand, we shall tackle the 1986 oil shock against stopping state investments and its main consequence induced by the deindustrialisation of the national economy.

Key words: Industrializing industries, industrialization / deindustrialization, double dependence (rent / imports), rentier economy and productive economy.

-Introduction : On distinguera deux périodes dans l'histoire de l'industrie algérienne. La première période étudiée (1962-1985), peut être caractérisée comme le processus d'industrialisation dans une économie administrée. Selon Mutin(1997, p.17) «Au total, toutes branches confondues, la part du secteur public couvre 58% de l'emploi, 65% du PIB et 80%

de l'investissement». Le contre-choc pétrolier de 1986 constitue un pivot puisqu'il va amener la fin du monopole industriel public. La seconde période (de 1986 à nos jours) est donc caractérisée par la dialectique naissante entre État et marché qui suscite bien des hésitations quant au rôle de l'État, il se traduit vraisemblablement par la «désindustrialisation» et l'immobilisme politique.

De son côté, Fatiha Talahite (2010), nous présente un découpage institutionnel de l'économie de l'Algérie indépendante en distinguant 5 périodes distinctes:

- De l'indépendance jusqu'en 1987/88 : économie socialiste, planification centralisée;
- 1991-88-1987: réforme (libéralisation économique et politique);
- 1993-1992 : interruption et remise en cause de la réforme;
- 1999-94-1993 : ajustement structurel;
- Depuis la fin des années 1990 : ouverture "paradoxale" de l'économie.

1. Contexte Historique:

- **L'industrie algérienne dans la période coloniale :** Selon Talahite (2010), l'idée d'«industrialiser l'Algérie» avait été citée à trois reprises pendant la période coloniale:

1. Fin XVIII et début XIXe siècles : L'École française dite « colonialo-économique », avec à sa tête Leroy-Beaulieu [1843-1916] et les Saint-simoniens : Afin de fournir à la métropole des matières premières à bas prix et des débouchés pour les produits de son industrie, cette école au côté d'Alexis de Toqueville et Jules Ferry prônaient une «colonisation agressive». Dans les faits, à l'exception des liaisons télégraphiques (1861), aucun des projets ambitieux annoncés par Leroy-Beaulieu et les Saint-simoniens a vu le jour (Voie ferrée transsaharienne (1879), mer intérieure au Sahara. Pour Zouache (2009), si les Saint-simoniens étaient les pionniers de l'idée d'industrialisation en Algérie, ils préconisaient ces vertus modernisatrice et civilisatrice, les libéraux quant à eux le but premier de l'industrie est de produire des biens tout en optimisant les facteurs de production.

2. En 1941 : Vichy et l'économie administrée : Après la crise des années 1930, un « Programme général d'industrialisation rationnelle de l'Algérie » a été mis en place en 1941 par Vichy. Entrant dans le cadre d'une politique industrielle de l'Etat et l'Algérie étant alors une colonie française, Vichy entreprend un certain nombre de mesures comme l'appel lancé aux grands groupes métropolitains [Pont à Mousson (usine métallurgique, Oran), Saint Gobain (verreries d'Afrique du Nord, Oran), ciments Lafarge (Alger), création d'une «Société chimique Nord-africain»] selon Talahite, (2010). Cependant, la rupture avec la métropole en novembre 1942 freine ces investissements d'où la dégradation une fois de plus qui a suivie l'économie «algérienne» à l'époque.

3. Le Projet de Constantine (1958) : Bien qu'il soit inspiré de certains plans de restructuration de la France (Métropole) après 1945 et les conséquences dévastatrices induites de la fin de la deuxième guerre mondiale, le projet de Constantine reste très

imprégné par la dimension sociale en vue de pacifier la population de la «colonie». Prétendant affaiblir l'abnégation des nationalistes algériens de l'époque par un développement socio-économique censé contrer la résistance à l'intérieur de la population algérienne, il avait conçu un certain nombre de secteur (industrie lourde, industrie légère, agriculture, défense et restauration des sols, hydraulique, routes et ports, logement, enseignement, action sociale). Citant la sidérurgie à Annaba (ex-Bône) et sa vocation exportatrice, on pouvait lire ceci sur le Rapport Général du Plan de Constantine « Bône, port exportateur de minerai de fer et de phosphate, voit sa vocation déterminée de ce fait. La sidérurgie, qui dans une première étape produira 500 000 tonnes d'acier et fabriquera des tôles, entraînera les industries d'aval. L'existence d'une fabrique de wagons confirme sa vocation pour la métallurgie lourde » (Rapport Général du Plan de Constantine) .

Bien qu'ils n'aient duré que trois ans, néanmoins – ces projets en cours – seront repris à l'indépendance de l'Algérie : sidérurgie à Annaba, liquéfaction du gaz naturel à Arzew (CAMEL), mise en chantier d'un troisième oléoduc selon Talahite, (2010) et la SONACOME puis la SNVI sera implanté dans l'ex usine de Berliet à Rouiba (Alger).

Comme quoi la récupération des biens vacants laissés par la colonisation a une forte influence sur l'orientation économique du pays après l'indépendance. Dans cette optique, Talahite (2010, p. 08) écrit ceci «Cet héritage colonial marquera l'orientation de la politique industrielle de l'Algérie indépendante, notamment par le poids accordé à la sidérurgie.». A l'indépendance du pays, ces deux industries (sidérurgie et pétrochimie) constitueront les fers de lance de la politique industrielle algérienne.

➤ De l'industrialisation de l'ère administrée à la désindustrialisation de l'ère de l'économie du marché: deux démarches antagonistes

-L'Industrialisation systématique (1986-1967) :La stratégie d'industrialisation enclenchée en Algérie à la fin des années 60, s'inscrit dans les modèles d' «industrialisation systématique», celle-ci visait essentiellement trois types d'objectifs:

- La substitution progressive aux «anciennes» importations (biens d'équipements) tout en assurant les conditions de base à la continuité du processus.
- La fourniture d'un équipement diversifié ainsi que l'ensemble des intrants nécessaires au développement de l'agriculture.
- Création des industries de biens de consommation finale (produits semi-finis (matières premières semi traitées) et ce en réduisant progressivement les importations.

Pour Mouloud, (2012), les lancements des plans successifs : du plan triennal 1967-1969, du premier quadriennal 1970-1973 et du second quadriennal 1974-1977 conjugué au discours triomphant de l'époque sur la construction des usines «les plus importantes au monde», du bienfait de la révolution agraire garantissant l'indépendance alimentaire, de l'école et de la santé pour tous et de la promesse solennelle de devenir à l'horizon de 1980 «le Japon de l'Afrique».

Une industrie de base englobant non seulement la sidérurgie et la pétrochimie indispensables à la systématisation du processus global d'industrialisation mais surtout le secteur de la mécanique et du machinisme national ainsi que l'agro-alimentaire : mécanisation et modernisation de l'agriculture. Citant les industries de base, Gérard Destanne De Bernis (1971) écrit ceci « (...) Tout les modèles plurisectoriels y compris ceux de la croissance équilibrée de Von Neuman par l'intermédiaire des Turnpikes, s'accordent à reconnaître la priorité du secteur des biens de production »

Ce type d'industrialisation, plaçait au préalable les industries prioritaires pour la fabrication de biens d'équipements (la sidérurgie, la pétrochimie, la mécanique et l'électronique) qui sont accompagnés par la mise en place d'industries agro-alimentaire, textile et cuirs. L'ensemble de cette production substituant aux produits de l'importation et répondant à la demande nationale.

Le choix des industries industrialisantes ou motrices selon Georges Mutin (1997) est fonction des ressources naturelles et donc rentières:

- La sidérurgie doit valoriser les ressources de minerai de fer. Elle pourrait également fonctionner au gaz naturel. Le but est de produire fonte et acier et de développer en aval toute une série de branches : industries métalliques (charpente, chaudronnerie, tubes), industries mécaniques (biens d'équipement, automobiles et véhicules industriels, cycles), industries électriques.
- Les hydrocarbures à partir desquels peut se développer toute une chaîne pétrochimique de produits très diversifiés: ammoniac (engrais), méthanol, résines synthétiques, matières plastiques. Mais les hydrocarbures n'ont pas qu'un rôle industriel, ils servent également à financer le développement car ils sont fournisseurs de devises .

Ces industries motrices conduiront une industrialisation cohérente, en profondeur, à fort degré d'intégration. L'articulation industrie-agriculture est aussi une autre composante du projet. Une industrialisation intravertie (tournée vers le marché national) où une transformation des rapports sociaux et une meilleure redistribution des revenus notamment vers les couches rurales conditionneraient la réussite ou non de cette même articulation entre le secteur primaire et le secteur secondaire. En gros, c'est un schéma directeur très global à l'instar des slogans réformateurs de l'époque : Révolution Industrielle, Révolution Agraire, Révolution Culturelle.

L'industrialisation dans l'esprit des planificateurs algériens de l'époque est aussi un moyen de lutte face aux disparités régionales léguées par la colonisation et les oppositions majeures qui en découlent (Littoral-Intérieur et Est-Ouest). Ainsi, les projets industriels doivent permettre d'une part de fixer les populations sur place et de l'autre freiner le mouvement d'exode de population de la campagne vers les villes enclenché déjà pendant les années de l'occupation coloniale. De-là, on parle alors d'une politique d'aménagement du territoire qui accompagne bien sûr ce projet de développement où la contrainte d'«exportation» fait que les industries de bases sont implantés sur le littoral avec une plus au moins diffusion équitables des autres industries sur l'intérieur du pays .

L'instrument de réalisation de la stratégie industrielle est bien évidemment les «sociétés nationales», conçues comme des groupes industriels avec un capital entièrement public qui se chargent de construire les branches industrielles retenues dans le programme de développement. Pour rappel, ce modèle s'appuie sur l'industrie sidérurgique qui allait permettre la mise en place des autres industries : mécaniques, métalliques, outillages,

outillages, moteurs....etc. mise en place aussi des industries électroniques et chimiques mais aussi des industries relevant de l'agro-alimentaire

L'industrialisation visait par les planificateurs algériens de l'époque avait pour mission de bâtir des «complexes industriels de base» où la sidérurgie devrait conduire cette dynamique. Cette même sidérurgie (classée dans les biens intermédiaires) se chargera de produire des biens d'équipements qui alimenteront aussi bien le secteur agricole, les autres branches industrielles (mécaniques, électroniques, ...) que des produits finis pour la consommation des ménages «biens de consommation durables».

En parallèle à ces complexes industriels de base, des «complexes agro-industriel» ont été réalisés afin d'une part de densifier et élargir le marché intérieur national et de l'autre renforcer le développement des relations entre les deux secteurs (agriculture et industrie).

In fine, et pour une meilleure «intégration de l'économie», des industries «légère» relatives aux industries de transformation et des industries manufacturières complètent le paysage industriel de l'époque en équipant le marché national (textiles et cuirs, agro-alimentaires, ...etc.)

Ainsi, le modèle de développement algérien peut être représenté par trois notions de base : Etat entrepreneur, Rente comme principale source de revenu du pays et l'Industrialisation/Désindustrialisation comme conséquence majeure de cette économie administrée. Benabdellah (2009 p. 85) explique par ces propos : «L'Etat, la rente et l'industrialisation sont trois thèmes fondamentaux pour comprendre l'expérience de développement, d'industrialisation et de désindustrialisation de l'Algérie. »

La rente pétrolière de l'Algérie bénédiction ou malédiction ? Pour Luis Martinez (2010) dans son résumé, la richesse pétrolière « (...) a fait le bonheur d'une minorité et la tristesse de la majorité». Dilapidé pour cause d'absence de contrôle, le pays retrouve depuis l'année 2002 une embellie financière grâce notamment au prix du baril du pétrole qui retrouve des couleurs comme l'expliquait toujours le même Martinez (2010) avec ses propos «L'envolée du prix du baril, bondissant de 30 à 147 dollars entre 2002 et 2008, lui a procuré des revenus extérieurs inespérés qui lui ont permis de se doter de réserves en dollars estimées en 2009 à 150 milliards» .

Occupant la 104e/182 place en 2009 sur le classement de l'Indicateur de Développement Humain (IDH), l'Algérie pour Martinez (2010, p.04) «est un pays au niveau de développement qualifié de moyen, comme le rappelle son classement dans les indicateurs de développement humain – elle y occupe la 104e place sur 182 pays en 2009 ».

Néanmoins, le passé assez récent nous renseigne qu'à chaque fois que le pays est confronté à la crise, le gouvernement entreprend un «semblant» de réforme et dès que le prix du pétrole retrouve son prix de croisière, ce dernier fait du laxisme. A cet effet, Ouchichi, (2015, p.145) écrit «L'analyse de l'Histoire économique de l'Algérie permet de déduire que l'Etat « réforme » son économie non pas par conviction politique mais en fonction de sa situation financière. En période de crise, l'Etat entame les réformes, mais dès que les prix des hydrocarbures s'améliorent, il se rétracte».

Selon Chavance (2007 en citant les travaux de North sur le rôle des institutions qui insiste sur le fait que plus les institutions sont flexibles plus elles sont efficaces. Par ailleurs, l'auteur distingue entre organisation, institutions et entrepreneurs et la corrélation entre eux : « si les institutions sont des règles de jeu, les organisations et leurs entrepreneurs, sont des joueurs »

et d'ajouter «si le cadre institutionnel récompense la piraterie, des organisations pirates seront créés ; s'il récompense les activités productives, des organisations -des firmes - seront créés afin de s'engager dans des activités productive».

➤ Rente et les industries industrialisantes : Quelle relations?

Sans changements structurants probants pour l'économie algérienne : l'élévation du revenu réel, du pouvoir d'achat, le développement des autres secteurs économiques et sociaux sont dépendants du seul et unique secteur rentier. Cette dépendance accrue, freine vraisemblablement la transition – enclenchée depuis les réformes entretenues suite au contre choc pétrolier de 1986 – d'une économie rentière (dirigiste) à une économie «productive». Le choix «stratégique» porté sur les «industries industrialisantes» comme vecteur de la transformation de la rente – principale richesse du pays – en un système productif (ISMME). A ce moment là encore, la dépendance vis-à-vis de la rente est certes perçue comme logique et historique mais aussi et surtout transitoire. Reposant sur la dialectique «externalisation-intériorisation», la stratégie derrière «le modèle des industries industrialisantes» vise un double investissement en plaçant d'un côté la captation de la rente pour financer les branches économiques nationales (investissement externe) et de l'autre, la transformation de la même rente en système productif national «ISMME et autres» (investissement interne). Dans la croyance de ce modèle, la rente jouera progressivement un rôle transitoire en accompagnant l'investissement «externalisé» de l'économie vis-à-vis de l'investissement «internalisé». La construction du système productif national étant censée provoquer la rupture progressive de cette dépendance du pays vis-à-vis de la rente.

La période qui s'étale de 1970 à 1986 connaît une injection massive de capital dans l'économie nationale où l'industrie a hérité la part de lion. Situé en amont du processus industriel, le développement industriel consacré durant cette période par un investissement massif dans l'industrie lourde. Ces investissements étatiques vont connaître une accentuation avec les deux plans quadriennaux «1970-1973» et «1974-1977». Ainsi, et selon Sadi (2006), le taux d'investissement sur la période «oscille entre 45 et 50% du PIB soit 1260 \$ par habitant en 1980 ce qui en fait l'un des plus élevés du monde». La place accordée pour la pétrochimie qui reçoit la moitié des investissements industriels représentant 25 à 30% de l'investissement total (tous secteurs confondus). Le tableau suivant réalisé par Brahimi (1992) nous renseigne d'une part que les investissements sont très importants mais également qu'ils ont largement dépassé les prévisions des plans (soit 175% des investissements prévus).

Tableau n°1 : Répartition de l'investissement industriel hors-hydrocarbures entre 1967-78

	1967-69		1970-73		1974-78		1967-78 Réalisés en %
	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	
Industries de base	2200	1580	5200	7520	21900	40250	71,15
Industrie de transformation	500	370	1200	1320	4000	9030	15,45
Mines et énergie électr.	400	440	1400	2180	2600	6670	13,40
Total	3100	2390	7800	11020	28500	55950	100

Source : BRAHIMI A., (1992). *Stratégies de développement pour l'Algérie*, Paris, Economica, p 127.

Ce tableau nous montre la place prépondérante accordée aux industries de bases avec plus de

70% du total des investissements hors hydrocarbures avec un coup colossal des investissements en terme de création d'emplois (+ 300 000/emploi créés), l'équivalent de 5 fois les normes internationales admises dans l'industrie à l'époque. Sur l'aspect productif, les résultats obtenus restent en dessous des résultats espérés, la production hors hydrocarbure représentant 11% du PIB ne dépasse pas les 14% du PIB en 1978 et ce bien qu'elle a reçue d'importants investissements.

Les dépenses en termes d'investissements réalisés sur la période administrée (1967-1986) hors hydrocarbures sont estimées par Bouzidi (non daté) à environ 134 milliard de DA et se répartissaient comme suit:

- Plan triennal 1967-1969 : 1,3 milliard DA
- 1er plan quadriennal : 7,7 milliards DA
- 2eme plan quadriennal : 48,1 milliards DA
- 1979-1983 : 58,2 milliards DA
- 1984-1986 : 18,8 milliards DA

Au total, 400 grandes usines et complexes industriels et 400 autres PMI (Petites et Moyennes Industries) publiques ont été créées.

Le tableau suivant reprend en pourcentage la part des investissements par période qui atteindra plus de 50% à partir de 1978.

Tableau n°2 : Taux d'investissement par périodes

Période	Taux d'investissement
1967-69 (plan triennal)	28%
1970-73 (1 ^e quadriennal)	39%
1974-77 (2 ^e quadriennal)	45%
1978	Dépasse les 50%

Source : d'après Hadisevd (1996)

Les études de la Banque Mondiale (BM) ainsi que des chercheurs indépendants ont admis le constat que le développement réalisé est plus que l'effet d'injection de capital procuré par la vente de la rente que de productivité comme expliciter par Benabdallah (2009) dans ce passage «Le niveau élevé de la croissance du PIB, obtenu durant cette période est donc le fait d'une injection massive et continue du capital et non d'une exploitation intensive des équipements installés» (Benabdallah, (2009, p.89). Par conséquent, avec un tel investissement tout au long des deux plans quadriennaux, le PIB aurait dû être plus important notait la banque mondiale. De plus de 3 % dans les années soixante-dix, le taux de croissance du PIB par habitant est passé à environ 2 % seulement durant la première moitié des années 80.

Le privilège accordé par les pouvoirs publics algériens installés en place depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, a fait ériger l'économie de la rente (qui passe d'un simple moyen de transition économique à un modèle économique comme l'illustre assez bien Benabdallah, (2009, p. 96) via ces propos «L'expérience du développement montre que, de simple moyen au départ, la rente a été érigée en modèle».

➤ **La désindustrialisation (1986 à nos jours) :** Après le contre choc pétrolier de 1986 jusqu'en 1999, la désindustrialisation absolue a touché toutes les branches industrielles (Benabdallah, 2009):

- ✓ L'Industrie textile et la confection, les cuirs et chaussures ont perdu respectivement 77 % et 90 % de leur production ; Les sources naturelles comme (les mines et carrières, matériaux de construire et les bois/ liège et papier) ont perdu 45 % de leur part ;
- ✓ Les ISMMEE – constituant le cœur de l'industrie publique – leur indice de production diminué à 60 % entre 1989 et 2006.

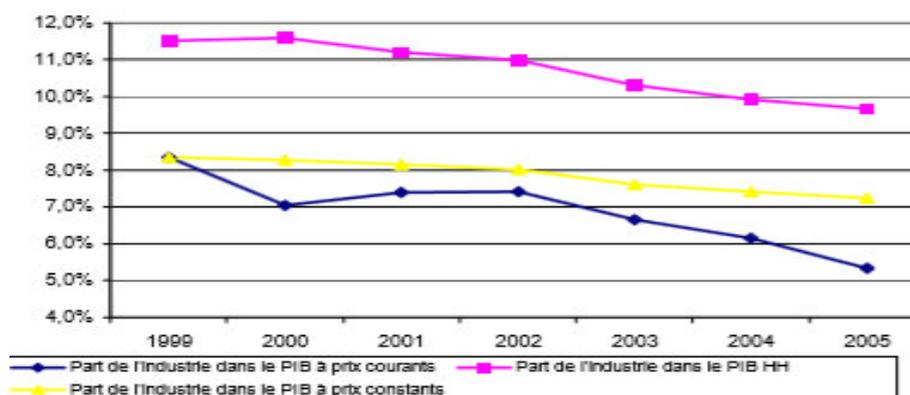
Un balancement structurel dans la composante de l'industrie hors-hydrocarbures est observé entre la fin des années 90 et début des années 2000 : un passage de l'industrie lourde vers l'industrie légère est constaté comme le dénote la part de la valeur ajoutée de l'industrie lourde (ISMMEE) qui est passée de 22% (fin 90) dans la valeur ajoutée totale de l'industrie hors hydrocarbures à 13 % (moitié des années 2000). Paradoxalement à cela, et pendant la même période, le secteur de l'agro-alimentaire a connu un cheminement inverse passant de 33 à 41% entre les deux périodes .

Les secteurs des mines et carrières, les ISMMEE, les matériaux de construction, la chimie/caoutchouc/plastique et les industries diverses restent dominées par une forte présence de l'Etat.

➤ **Conséquence inévitable : désindustrialisation publique sans industrialisation privée :** Bien qu'il soit longtemps réprimé, le secteur privé pêne à créer une alternative viable pour une vraie croissance moins dépendante des hydrocarbures. Présent dans le secteur des biens non échangeables c'est-à dire (BTPH, Services) et ce en réponse à la demande publique exprimée via les programmes publics dans les infrastructures. La part de l'industrie hors-hydrocarbures est très marginale dans la croissance économique (3,9%). Estimé à 2,8% en 2006 contre 2,5 en 2005 et 1,9% en 2004.

La figure suivante nous montre que la part de l'industrie dans le PIB et le PIB HH est sur une courbe décroissante depuis la fin des années 90.

Figure 1 : Part de l'industrie dans le PIB (1999-2005)



Source : Comptes économiques ONS – Diverses années

Dans le livre de Malek Bennabi (2013), intitulé *Le musulman dans le monde de l'économie*, qui est un ouvrage de réflexion sur les réalités du sous-développement dont, l'auteur écrivait «Le problème des pays sous-développés demeure dans la capacité de ces pays à créer une dynamique sociale et un état de mobilisation des énergies et des potentialités humaines : Il n'est de richesses que d'hommes». La leçon tirée est d'importance : le capital d'un pays sous-développé qui veut décoller économiquement est attribué à toute une gamme de facteurs outre l'investissement financier : «Il ne s'agit pas d'avoir plus mais d'être plus» écrit à juste titre René Maheu. Benabdallah, Hamidouche et Rahmoune (2010) ont écrit à juste titre ce qui suit sur le rôle négatif joué par la rente sur ces économies-là: «Les années 70 et 80 révèlent que de nombreux pays disposant de ressources naturelles importantes ont connu une moindre amélioration de leur revenu par tête relativement à ceux qui en sont dépourvus.» (p. 81), à l'image des pays comme l'Algérie, le Nigéria en Afrique ou le Venezuela en Amérique Latine riches en ressources naturelles mais sous-développés.

A ce sujet, la comparaison entre pays asiatiques notamment de l'Asie du sud-est, (pauvres en ressources naturelles, et les pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), riches en ressources naturelles, est souvent utilisée pour appuyer l'argumentation selon laquelle il y a une malédiction liée aux ressources naturelles.

La mainmise de secteur des hydrocarbures sur l'économie nationale est tellement importante qu'elle exerce une forte influence sur la croissance globale de l'économie du pays. Pour rappel et selon le FMI : World Economic Outlook (2016), les hydrocarbures en Algérie ont représenté en moyenne sur la période 2002-2015 : 98% des exportations du pays, 67% des recettes fiscales et ont contribué pour 35% du PIB.

La part des Investissements Directs Etrangers (IDE) dans ce que l'on appelle la "Formation Brute de Capital Fixe" (FBCF) en Algérie est très inférieure comparativement aux pays tiers de la rive sud de la méditerranéen comme l'expliquaient Benabdallah et al. (2010 p. 81) «En 2006, l'IDE finance 8,5% seulement de la FBCF contre 22,5 pour le Maroc, 12,6 pour la Tunisie et 33,6 pour l'Egypte.»

L'industrie algérienne peine depuis au moins la moitié des années 80 à se restructurer, à se relancer, au contraire, une forme de désindustrialisation est enclenché au moins depuis le contre choc pétrolier de 1986 comme l'explique Benabdallah (2009, p. 95) dans ces propos : «La désindustrialisation continue fait courir le risque à l'économie algérienne de rester confinée dans un rôle de pourvoyeur du reste du monde en pétrole et gaz.» et d'ajouter «Le développement de son amont au détriment de son aval a fait en sorte que le secteur des hydrocarbures présente les caractéristiques d'une enclave», en témoigne l'activité d'exploration et de transport par canalisation des hydrocarbures alors que tout le tissu de transformation et de traitement de celui-ci peine à se développer (inutile de rappeler que l'Algérie exporte du pétrole pour en importer les produits dérivés (essence, gasoil...etc.) pour répondre à la consommation nationale .

L'économie algérienne est-elle une victime du «syndrome hollandais» ?, pour Bellal (2013, p. 05), l'économie algérienne présente «morphologiquement» tous les symptômes du syndrome Dutch disease, mais pas ses mécanismes. La «désindustrialisation» est le principal symptôme de ce syndrome comme le révèle les statistiques. Pour ce chercheur, la théorie du syndrome hollandais bien qu'elle soit un passage incontournable lorsqu'on veut analyser les entraves de l'industrialisation dans les économies rentières. Appliquée au contexte algérien, la désindustrialisation «semble davantage relever d'une dynamique institutionnelle que d'une mécanique par trop abstraite.» cité le même auteur (p.10).

Bien qu'il est source de croissance potentiel à long terme, depuis le début des années 90 le secteur de l'industrie manufacturière traverse une dynamique récessive notamment dans le secteur public et ce en dépit de l'embellie financière à partir de l'année 2002 marquant la remontée progressive des cours du baril de pétrole. Ce secteur industriel a vu sa contribution relative au PIB baisser. De 15 % en 1990, la part du PIB manufacturier dans le PIB total pour décroître en dessous de 10 % depuis 1997, pour atteindre en 2004 moins de 6 .%

Le tableau suivant reprend les principaux indicateurs de développement/sous-développement industriel depuis l'indépendance jusqu'au milieu des années 2000 .

Tableau n° 3 : Les principaux indicateurs de développement industriel 1963-2005 (%)

Indicateurs de développement industriel	1963-1986	1987-1999	2000-2005
VA industrielle/ le PIB	12,6	10,8	6,6
VA industrielle Publique/VA industrie totale	74,1	77,6	65,1
Variation de la production industrielle publique en volume	11,2	-2,7	0,0
Emploi industriel / emploi total	12,2	10,3	7,4
Importations de produits industriels/ total des importations	90,2	86,9	89,0
Exportations de produits industriels/ totale des exportations	7,8	4,3	3,0
Variation moyenne des prix à la production industrielle publique	-	23,8	3,5
Variation moyenne des prix à la production industrielle privée	-	15,7	0,8

Source : Comptes économiques – ONS – Diverses années

Deux faits saillants

:

- La part de l'industrie dans le PIB a connu une baisse de 50% entre la période de l'économie administrée et celle des années 2000 pareil pour l'emploi qui passe de 12,2 % pendant l'économie planifiée à seulement 7,4 % pendant la dernière décennie;
- Paradoxalement, l'importation en produits industriel reste stable et élevée avoisinant les 90 à 89 % sur le total des importations entre les deux périodes.

De ce fait, le secteur manufacturier est loin de constituer un moteur de la croissance. Celle-ci demeure très dépendante des performances des secteurs des hydrocarbures et des services. Le secteur manufacturier global est passé de quelque 15 % du PIB dans le milieu des années 80 à 5,5 % seulement en 2006.

-Conclusion: En conclusion, entre une agriculture qui attend toujours sa révolution «verte», un tissu industriel désindustrialisé et une économie mono-rentière, qu'exportons-nous, mais à part les hydrocarbures?

A ce sujet, les propos de Bouzidi (Non daté, p. 35) sont très symboliques «L'après pétrole ne peut pas être réduit à une litanie répétée à satiété par les gouvernements qui se succèdent. De même qu'il ne peut pas être réduit à quelques mesurètes règlementaires ou faiblement incitatives. ».

C'est une stratégie : il s'agit de construire, par une politique volontariste, un véritable modèle exportateur comme ont su le faire les pays asiatiques : Corée du Sud, Malaisie, Taiwan et maintenant la Chine. Même si la démarche ne peut pas être la même à la fois pour des raisons de contexte interne mais aussi et surtout pour des raisons de mondialisation de l'économie donc d'ouverture et de compétitivité. Dans le cas de l'Algérie, quel pourrait être ce programme de construction d'une économie d'exportation ? L'Etat a bien évidemment, un rôle à jouer. Il a à remplir trois missions : Animation, facilitation et investissement. Dès lors, il s'agit d'identifier les entreprises nationales et donc les secteurs potentiellement compétitifs. Des plates-formes industrielles existent en Algérie autour desquelles pourront être bâtis des pôles d'excellence autour:

- Des industries lourdes:
 - L'industrie mécanique (Rouiba, Constantine, Tiaret, Oran, Rélizane, Batna)
 - L'industrie électronique (Sidi-Bel-Abbès, Bordj-Bou-Argeridj, Sétif)
 - L'industrie sidérurgique (Annaba)
 - L'industrie pétrochimique (Skikda, Arzew)

- Des industries légères :
 - L'industrie agroalimentaire (Bejaia)

Il y a là de réelles opportunités qui se présentent à notre pays pour peu que l'Etat travaille à faire émerger de vrais leaders qui conduiront la nouvelle politique d'exportation. Ces actions se réaliseront bien évidemment entre d'un côté l'Etat investisseur en jouant le rôle d'animation du secteur via une agence d'investissement (Ex Andi) et de l'autre l'expertise privée (nationale et étrangère). La Recherche & Développement est aussi une nécessité, et ce via la création des écoles spécialisées dans la recherche et innovations au sein même de ces entreprises (Etat animateur). Une fois ces actions seront réalisées, l'attractivité de la destination Algérie sera améliorée ce qui devrait attirer plus les IDE (produits et services). Une nouvelle réglementation et l'abolition de la loi d'investissement encore en vigueur (le 49-51%) est une nécessité notamment dans les secteurs qui ne relèvent pas de la souveraineté d'Etat (les services, les télécommunications, le tourisme, la formation, etc).

-Bibliographie:

- 1- Bellal, S.(2013). «Dutch disease et désindustrialisation en Algérie, une approche critique ». *Revue du Chercheur*, pp.1-13.
- 2- Benabdallah, Y.(2009). « Rente et désindustrialisation », *Confluences Méditerranée*, 4 (n°71), p. 85-100 .
- 3- Benabdallah. Y, Hamidouche, N., Rahmoune, T. (2010). « L'Algérie entre bénédiction et malédiction des ressources ». *Les boucles investissement intérieur – investissement étranger et la croissance des pays méditerranéens. FEMISE, Research n°31-20*, pp. 80-117.
- 4- Benachenhou, M. (2001). « Dix arguments contre la privatisation de la Sonatrach », *Le Jeune Indépendant*, le 3 novembre.
- 5- Bennabi, M. (2013). *Le musulman dans le monde de l'économie, Algérie, Edition El Borhane*.
- 6- Bouzidi, A. (non daté). "Industrialisation et Industries en Algérie", (pas de maison et de lieu d'édition P.36. Voir le lien : library.fes.de/pdf-files/bueros/algerien/06416-etude.pdf)

- 7- Brahim, A.(1992). *Stratégies de développement pour l'Algérie*. Paris : Ed Economica, 1992, 425 p .
- 8- Chavance, B. (2007). *L'économie institutionnelle* .Paris : La découverte.
- 9- Destanne De Bernis. G., (1971). « Les industries industrialisantes et les options algériennes », *Tiers-Monde*, Vol. 12, N°47, pp. 545-563
- 10- Destanne De Bernis. G. (1966). « Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale », *Economie appliquée*, n° 3-4, pp. 415-473.
- 11- Mutin, G. (1997). «Le contexte économique et social de la crise algérienne». *La crise algérienne : enjeux et évolution*, Mario Melle éditions.
- 12- Mouloud, A. (2012). «De l'économie administrée à l'économie de marché. Politique en faveur de l'investissement privé en Algérie à la veille du cinquantenaire de son indépendance. Quelques repères historiques», In Mohand-Amer. A et Benzenine. B (Ouvrage collectif), *Les Indépendances au Maghreb*, CRASC/IRMC, pp. 61-75
- 13- Ministère de l'information (1976). *Programme de Tripoli*. Dossiers documentaires n°24, Alger, Janvier, p. 49.
- 14- Martinez, L. (2010) «Algérie : les illusions de la richesse pétrolière». *Etudes du CERI*, pp.1-36.
- 15- Ouchichi, M. (2015). «Aux origines du caractère rentier de l'économie Algérienne», *El-Bahith Review* 15, pp. 133-148.
- 16- Sadi, N.(2006). *La privatisation des entreprises publiques en Algérie : objectifs, modalités et enjeux*. Paris :Ed L'Harmattan.
- 17- Talahite, F, (2010) «Réformes et transformations économiques en Algérie», *Rapport en vue de l'obtention du diplôme HDR, Université Paris 13-Nord, UFR de Sciences économiques et de gestion*. Présenté et soutenu publiquement le 29 janvier.
- 18- Zouache, A.(2009). « Éléments d'économie coloniale Saint-simonienne. Le cas de l'Algérie », In *Économies et sociétés, Développement, croissance et progrès*, Paris, Presses de l'ISMEA, 43 (7-8), pp.1321-1341.